



Élysée 2022

Une vision étriquée de France Télévisions Une vision étriquée de la France

Les bandes-annonces tournent en boucle, genre « vous allez voir ce que vous allez voir ! »

"*Les grandes figures de France Télévisions*", comme ils disent, vont interroger les candidats à l'élection présidentielle chaque jeudi sur France 2.

Et surprise, ou plutôt sans surprise, "ces grandes figures de FTV" capables d'interviewer les candidats sont toutes basées à Paris. Vivant à Paris. Et elles vont interroger des candidats qui pour la plupart, vivent à Paris. Quel entre-soi ! Comment la direction de l'info de FTV peut-elle réduire le débat national à un microcosme parisien ?

N'y a-t-il pas à FTV des journalistes habitant et travaillant ailleurs qu'à la capitale susceptibles d'intervenir dans ce programme ? Il y en a pourtant des milliers ! Dans le réseau régional et en Outre-mer. Ne peuvent-ils pas aborder aussi bien que leurs collègues parisiens les problèmes des Français ? Ne sont-ils pas bien placés pour évoquer les déserts médicaux, la désindustrialisation, le chômage, le pouvoir d'achat, le logement, la mer, la culture, l'énergie, le climat...

Tant de sujets qu'ils traitent au quotidien dans leurs régions ou territoires.

Comment peut-on avoir une vision si étriquée du pays et de l'entreprise !

Un débat pour la présidentielle ne doit pas être un ring de boxe avec des "grandes figures" prêtes à "se faire" untel ou unetelle comme ils en ont le goût et l'habitude.

Il est temps d'apporter de la diversité dans nos débats, avec des journalistes de l'entreprise qui ont largement le niveau pour y participer aux côtés de certaines grandes figures. A égalité.

Il est encore temps de corriger la copie et d'ouvrir France Télévisions à sa réalité, et aux réalités des Français. La "starification" de l'information est un danger pour l'entreprise. Elle coupe un peu plus chaque jour le lien entre le pays et les médias d'information. France Télévisions doit s'écarter de cette dérive.

Paris n'est pas la France. Et France télévisions, c'est 9000 salariés au service de 67 millions de Français. Il est temps que chacun l'assimile.

Paris, le 7 février 2022